

# Les mesures "anti-belges" frappent surtout les Congolais

**RD Congo Prises par hostilité envers Bruxelles, elles pénalisent surtout les nationaux.**

**L**a série de mesures prises ces dernières semaines par le régime du président hors mandat Joseph Kabila contre la Belgique ont principalement pour effet de rendre la vie plus difficile à des Congolais.

Voulant exprimer son hostilité envers la Belgique – jugée coupable d'influencer les autres Européens parce qu'elle insiste, comme l'Onu et les Etats-Unis, sur le respect de la Constitution congolaise et la tenue des élections dues – Kinshasa a exigé la fermeture de l'agence de coopération belge, celle de la Maison Schengen, gérée par la Belgique, et celle du consulat de Lubumbashi, ainsi que la réduction de sept à quatre par semaine des fréquences de vols entre la Belgique et le Congo par Brussels Airlines.

## Où obtenir un visa ?

Au candidat voyageur, s'ajoute en effet désormais au prix exorbitant du passeport congolais (175 euros, contre 65 pour le Belge) le casse-tête pour obtenir un visa vers l'Europe. En exigeant la fermeture de la Maison Schengen, qui en délivrait 25 000 par an jusqu'ici, essentiellement vers la France et la Belgique, Kinshasa espérait que cette Maison serait confiée à d'autres Européens que les Belges – les Français, par exemple, qui gèrent déjà des Maisons Schengen

dans plusieurs de leurs ex-colonies africaines.

C'était mal connaître les Européens : s'il y a bien des désaccords et rivalités entre eux à propos de pays africains, il est cependant hors de question de permettre un précédent qui verrait une capitale africaine empiéter sur la souveraineté d'un pays européen. Autrement dit : ils ne laisseront pas Kinshasa faire à la Belgique ce qu'ils ne souhaitent pas que telle ou telle capitale africaine fasse ensuite à l'ex-colonisateur français, britannique ou portugais.

La Maison Schengen de Kinshasa est donc fermée depuis jeudi dernier et il devient terriblement difficile et cher pour les Congolais d'obtenir un visa.

## Impossible à Brazzaville

Car seules l'Espagne, la Grèce et la Suisse ont encore une section de délivrance de visas – mais uniquement à des voyageurs se rendant à Madrid, Athènes ou Berne d'abord. Encore ne sont-ils accordés que si les raisons de s'y rendre du candidat voyageur sont acceptées par l'ambassade.

Plusieurs journaux kinois ont assuré, ces derniers jours, que la seule possibilité était de se rendre à Brazzaville, de l'autre côté du fleuve Congo. Or, même cette solution est illusoire. En effet, il n'y a plus d'ambassade de Belgique à Brazzaville depuis deux ans. Et les visas Schengen y sont délivrés par la France, oui, mais uniquement à des candidats voyageurs qui résident au Congo-Brazzaville. Selon les informations recueillies par "La Libre Belgique",

pour ouvrir ce droit aux ressortissants du Congo-Kinshasa, il faudrait l'accord de tous les partenaires Schengen. Sans compter que les installations consulaires françaises à Brazzaville ne sont pas prévues pour un tel afflux.

## D'autres pertes pour les Congolais

Le passage obligé de 7 à 4 fréquences par semaine pour Brussels Airlines entre la Belgique et le Congo frappe également en priorité les Congolais, qui sont les plus nombreux à voyager sur cette ligne. Le manque à gagner, lui, tombe sur les Allemands de la Lufthansa, propriétaires à 100 % de la compagnie aérienne. Sans compter celui de la Régie des voies aériennes à Kinshasa, qui ne pourra plus prélever 50 dollars par passager et par vol international (officiellement pour réhabiliter les aéroports) sur la même quantité de voyageurs qu'auparavant.

Mais il n'y a pas que les candidats voyageurs qui désespèrent. La Tempête des Tropiques – qui redoutait jeudi dernier une "bombe sociale" – rapporte ainsi la "colère" des cambistes et agences de voyages qui prospéraient autour de la Maison Schengen de Kinshasa, le nombre de leurs clients ayant "sensiblement diminué" depuis la fermeture du bâtiment consulaire et cela alors que "le climat des affaires [...] était déjà moribond".

Et selon les informations recueillies à Kinshasa par "La Libre Belgique", la fermeture de l'agence de coopération belge entraîne la perte de 200 emplois pour les Congolais.

Marie-France Cros